



Quel espace public pour qui, pour quoi ?

Pourquoi parler de l'espace public ? Parce que c'est un lieu essentiel à la démocratie qui devrait appartenir à tous et permettre l'expression de toutes les opinions. Mais, dans les faits, il en va autrement comme l'ont montré Céline Tignol et Gabor Tsevera, doctorants en philosophie lors des journées d'étude ACRF 2012.

L'espace public, c'est quoi au juste?

La démocratie évoque un idéal d'égalité et d'autonomie par lequel chacun peut exercer le pouvoir indépendamment de sa classe, de la couleur de sa peau, de sa religion ou de ses titres. Mais la démocratie, c'est aussi des institutions et des règles qui ont été mises en place au cours de l'histoire. Dans nos sociétés occidentales, un espace entre sphère privée et sphère publique a été défini au 18^{ème} siècle dans le but de favoriser les débats. C'est, expliquent les doctorants, ce que nous appelons l'espace public.

Dans le langage courant, celui-ci a plusieurs sens. Ce peut être les lieux physiques où vient un public comme la rue ou une place mais aussi les espaces médiatiques (journaux, programmes télévisés...) où ont lieu les débats politiques. Pour les philosophes, il n'est pas seulement un lieu physique mais un lieu déjà investi de questions et d'enjeux liés à la démocratie. On ne peut pas faire n'importe quoi sur une place publique ou dans la rue. Ainsi on ne peut pas les dégrader en jetant un mégot de cigarette par exemple. En même temps, la rue et la place appartiennent à tous. Aujourd'hui, beaucoup de mouvements revendiquent la réappropriation de l'espace public à l'instar de ces citoyens qui ont organisé un pique-nique géant en face de la Bourse à Bruxelles pour réclamer davantage de piétons ou ces cyclistes qui ont bloqué la circulation dans la capitale pour obtenir plus de pistes cyclables.

Dans l'optique des philosophes, l'espace public serait le lieu de débat entre opinions diverses, ce qui contribuerait à la formation d'une opinion publique et d'une volonté collective. L'espace public tel qu'imaginé au 18^{ème} siècle : un espace de médiation entre l'Etat et la sphère privée donnant aux citoyens la possibilité de délibérer publiquement des questions politiques est en quelque sorte une référence. Il est important de garder cette signification et de comprendre que la présence de lieux de débats d'opinions contraires est fondamentale pour la pratique démocratique. Une mauvaise interprétation pourrait en faire un espace réservé à une élite qui chercherait à défendre ses intérêts sous couvert d'une pratique démocratique.

Comment faire en sorte que tous participent au processus démocratique ? Autrement dit comment instaurer un espace public dans et par lequel chacun devient effectivement égal et légitime dans ses positions et comment faire en sorte que cet espace soit véritablement un lieu où s'expriment les oppositions et les conflits qui traversent la société ?

Plusieurs logiques d'action

On peut malheureusement en faire soi-même le constat : cet espace public idéal comme lieu de communication et de débat est bien loin de la réalité. Et de pointer du doigt les médias par exemple qui se mettent au service d'intérêts privés plutôt que collectifs. TV, radio, journaux peuvent aussi se mettre aussi au service de gouvernements qui ne veulent pas consulter la population ou laisser émerger des lieux de débat. Les gouvernements ont intérêt à faire croire que le monde ne pourrait pas aller autrement, qu'il n'y a rien d'autre à faire que ce qu'ils font déjà. De la sorte, ils éliminent la possibilité même d'un espace public même s'ils peuvent faire comme s'il existait pour éviter la protestation et anesthésier les esprits.

Mais on peut – on doit – réagir face à cet embrigadement par les médias et le pouvoir autoritaire qu'ils exercent sur l'opinion. On peut (doit) questionner constamment la manière dont les événements sont présentés et les choix et décisions annoncés. Interroger aussi la manière dont l'autre, l'étranger, est construit et, dans la foulée, la manière dont notre société se représente à elle-même et se représente son avenir. Imaginer des alternatives à l'ordre tel qu'il nous est présenté et tel qu'il serait voulu par les gouvernements est un bon exercice pour prendre conscience de la réalité et la remettre constamment en question.

On peut dénoncer les médias lorsqu'ils sont au service du pouvoir et des intérêts privés, mais on peut aussi les considérer sous un angle positif. Pour cela, il faut distinguer plusieurs logiques d'action dans nos rapports au monde et aux autres, en particulier la logique instrumentale ou stratégique et la logique communicationnelle. Dans le premier cas, on utilise des objets pour parvenir à un objectif. Ainsi on ne bêche pas un potager juste pour bêcher mais parce qu'on espère en récolter les fruits. Pour reprendre l'exemple des médias, ceux-ci peuvent devenir des instruments au service d'intérêts financiers, ils utilisent alors leurs auditeurs ou téléspectateurs également comme des moyens au service de ces intérêts. Mais, il est possible d'orienter autrement son action. L'agir communicationnel vise la compréhension réciproque et l'entente, sans autre intérêt. Il permet de collaborer et de se comprendre mutuellement. Les médias pourraient très bien poursuivre cet objectif.

Ceci étant, il ne faudrait considérer trop vite que tout est pourri ! On entend dire que les projets de libération ont échoué, que l'homme manipule ses semblables, que la culture n'est que culture de masse qui uniformise les modes de vie, que les individus ont été transformés en consommateurs passifs, que les politiques sont soumises aux lois du système économique..., on peut rétorquer que s'il est vrai que le système a tout envahi et que l'on agit en utilisant ses semblables, comment peut-on alors le critiquer et au nom de quoi ? Il y a peut-être d'autres manières d'utiliser sa raison et d'autres valeurs.

C'est précisément parce qu'il existe une autre façon d'agir qu'on ne pourra jamais réduire l'homme à n'être qu'un simple instrument au service d'intérêts privés. Nous avons, remarquent les philosophes, la capacité de nous décentrer pour tenter de comprendre autrui dans ses choix. L'exercice de cette capacité est fondamental pour parvenir à une collaboration. C'est ainsi que nous aurons le pouvoir et la capacité de décider ensemble et d'orienter les choix politiques sur le vivre ensemble.

Agir communicationnel et espace public démocratique

Agir communicationnel et espace public démocratique vont de pair. Celui-ci serait alors le lieu de l'exercice de cet agir où chacun apparaît comme égal aux autres et légitime, où chacun cherche à comprendre l'autre et à lui faire part de ses propres opinions. Il s'agit là d'une vision idéale d'une démocratie délibérative qui insiste sur le débat et l'échange d'arguments entre des êtres libres et égaux ainsi que sur l'importance de la délibération publique de tous les membres de la société pour aboutir à une décision considérée comme valide et légitime. Ce qui compte surtout, ce n'est pas tant le contenu (on peut débattre de tout) que la forme. Pour qu'une décision soit valide et légitime, il faut qu'il y ait eu discussion et délibération avec tous les concernés et que ceux-ci aient

pu donner leur accord sur les décisions prises. Cela suppose que la communication soit totalement libre sans contraintes, ni rapports de domination et ni manipulation.

Cet espace public idéal permet de mesurer l'écart avec la réalité au niveau politiques mais ce n'est pas suffisant. Quand on considère la manière dont la prétendue démocratie fonctionne effectivement et quand on connaît la pression des intérêts financiers, on peut se demander si cet espace idéal de délibération est possible, pire on peut se demander s'il n'est pas illusoire. L'espace public ne serait-il pas déjà celui d'une élite qui sait utiliser la langue et ose exprimer son point de vue qu'elle le considère comme légitime ? N'est-il pas illusoire de supposer que tous ont la possibilité de faire valoir leur point de vue et de l'exprimer sans pressions extérieures ? L'espace public ne s'est-il pas établi historiquement sur base d'exclusions : celle des femmes par exemple, reléguées à des tâches domestiques ou celle de ceux qui n'avaient pas les moyens de participer aux débats parce qu'ils étaient moins bien informés ou n'avaient pas le temps de s'y intéresser ? Si les femmes ou les ouvriers tentent de participer à un espace de discussion où interviennent des cadres d'entreprises et des directeurs de banque, par exemple, est-il sûr que leur position et leur point de vue seront considérés comme aussi légitimes que ceux des autres et qu'ils auront le même poids dans le débat ?

L'espace public prend-il véritablement en compte la multiplicité des expériences concrètes des citoyens et notamment celle du travail et de ses contraintes ? N'y aurait-il pas plusieurs types d'espace public ou lieux et manières de mener les débats ou d'exprimer son mécontentement s'opposant les uns aux autres, certains étant moins reconnus que d'autres par ceux qui détiennent le pouvoir et pourtant tout aussi légitimes ? N'y aurait-il pas lieu de développer une ou plusieurs résistances face à un espace public consensuel qui pourrait bien ne servir que les intérêts de quelques-uns ?

Sans cesse à construire

On ne peut considérer comme acquise la construction d'un espace de dialogue égalitaire car l'espace public ne fait pas l'objet d'un consensus comme on voudrait nous le faire croire. Alors qu'il dit représenter les conditions d'exercice de la démocratie, il pourrait bien l'affaiblir en ne nous présentant qu'un mirage de démocratie. Dans la Grèce antique, berceau de la démocratie, l'idéal d'une égalité entre tous était déjà présente, mais les faits n'arrêtaient pas de contredire cet idéal. Ceux qui étaient les laissés-pour-compte pouvaient se rebeller au nom du principe d'égalité reconnu par les gouvernants. Aujourd'hui, il existe des organismes de défense des droits des gays et des lesbiennes, par exemple qui, en défendant les droits humains de ces minorités, montrent que le principe universel des droits humains qui devrait être valable pour tous ne les inclut pas dans les faits. En militant pour pouvoir « prendre part à l'humanité », ils montrent qu'il y a des conflits et des problèmes d'exclusion qu'on ne voyait pas.

Il faut sans cesse lutter pour créer un espace de débat qui soit véritablement commun, en partant d'une conception idéale de la démocratie et de la communication mutuelle pour se prémunir contre son appropriation par des élites.

Il faut dénoncer une démocratie qui affirme l'égalité de tous alors qu'elle n'est pas effective, dénoncer l'illusion consensuelle qui consiste à faire comme si tout le monde était d'accord sans avoir pris en compte la perspective de chacun et sans même que les conditions soient remplies pour que chacun puisse avoir accès au débat.

Anne Vanhese,
journaliste à l'ACRF – Plein Soleil

Cette analyse est disponible en format PDF sur notre site Internet www.acrf.be/Publications/Analyses/Analyses_2012

*L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites.
Toutefois, n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Merci !*

ACTION CHRETIENNE RURALE DES FEMMES

ACRF – ASBL

Rue Maurice Jaumain, 15 B-5330 Assesse

Editrice responsable : Léonie Gérard

www.acrf.be – contact@acrf.be



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien
de la Fédération Wallonie - Bruxelles

